

**SUPPLEMENT EN DATE DU 9 JUILLET 2021 AU PROSPECTUS DE BASE EN DATE DU 6 MAI
2021**



CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Programme d'admission aux négociations Titres Négociables à Moyen Terme

de 1.500.000.000 d'euros

Le présent supplément (le "**Supplément**") qui a obtenu le numéro d'approbation 21-306 en date du 9 juillet 2021 par l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") complète, et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base du 6 mai 2021 (le "**Prospectus de Base**") ayant reçu le numéro d'approbation 21-140 par l'AMF le 6 mai 2021 préparé par la Caisse des dépôts et consignations (l'"**Emetteur**" ou la "**Caisse des Dépôts**") et relatif à son programme d'admission aux négociations sur un Marché Réglementé de Titres Négociables à Moyen Terme (le "**Programme**").

Ce Supplément a été approuvé par l'AMF, en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, tel que modifié le cas échéant (le "**Règlement Prospectus**"). Ce Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. Le Prospectus de Base (tel que complété par ce Supplément) constitue un prospectus de base au sens de l'article 8 du Règlement Prospectus.

Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans le Supplément.

Ce Supplément modifie et complète le Prospectus de Base.

Des copies de ce Supplément et des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais au siège de l'Emetteur et seront également disponibles sur le site internet de l'Emetteur (www.caissedesdepots.fr) et sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Sous réserve des informations figurant dans le Supplément, aucun fait nouveau significatif, erreur ou inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base qui serait de nature à influencer significativement l'évaluation des Titres n'est survenu ou n'a été constaté depuis la publication du Prospectus de Base.

Dans l'hypothèse d'une contradiction entre (a) toute déclaration faite dans ce Supplément et (b) toute autre déclaration contenue ou incorporée par référence dans le Prospectus de Base, les déclarations du Supplément prévaudront.

Ce Supplément a été préparé afin de d'incorporer par référence le Rapport d'Activité 2020 de l'Emetteur (tel que défini ci-dessous). Il en résulte que certaines modifications aux sections « Documents incorporés par référence » et « Description de l'Emetteur » du Prospectus de Base ont été nécessaires.

Table des Matières

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	3
DESCRIPTION DE L'EMETTEUR.....	8
RESPONSIBILITE DU SUPPLEMENT.....	9

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

La section « DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE » apparaissant aux pages 24 à 29 du Prospectus de Base est modifiée comme suit :

- Le paragraphe (b) est supprimé entièrement et remplacé avec le paragraphe suivant :
 « (b) les sections citées dans le tableau ci-après extraites du Rapport d'activité et de développement durable 2020 de l'Emetteur déposé auprès de l'AMF (le "**Rapport d'Activité 2020**") (https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-06/0629_2103251_CDC_RADD_2020_210x280_FR_SR_Prol2.pdf); et »
- Le tableau de correspondance sous le titre « Tableau de correspondance relatif aux documents incorporés par référence : » est supprimé entièrement et remplacé avec le tableau suivant:

»

Tableau de correspondance relatif aux documents incorporés par référence :

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2019	Rapport d'Activité 2020	Rapport Financier 2020
4	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR			
4.1	<u>Histoire et évolution de l'Emetteur:</u>			
4.1.4	le siège social et la forme juridique de l'émetteur, la législation régissant ses activités, le pays dans lequel il est constitué, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire) ainsi que son site web, s'il en a un, avec un avertissement indiquant que les informations figurant sur le site web ne font pas partie du prospectus, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le prospectus.	pages 3 et 253		pages 4 et 316
4.1.5	tout événement récent propre à l'émetteur et présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité.	pages 173 et 174 (états financiers annuels de la section générale)		pages 12 à 20 (états financiers annuels consolidés) pages 238 à 240 (états financiers annuels de la section générale)

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2019	Rapport d'Activité 2020	Rapport Financier 2020
5	APERCU DES ACTIVITES			
5.1.	<u>Principales activités:</u>			
5.1.1	décrire les principales activités de l'émetteur, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis.	pages 3 à 5	pages 10 à 14 et 16 à 24	pages 4 à 5
6	STRUCTURE ORGANISATIONELLE			
6.1	si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'émetteur. Cette description peut consister en un organigramme ou en être accompagnée, si cela contribue à clarifier la structure organisationnelle du groupe.	page 3	pages 10 et 11	pages 4-5
9	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE			
9.1	Donner le nom, l'adresse professionnelle et la fonction, au sein de l'émetteur, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de l'émetteur lorsque ces activités sont significatives par rapport à celui-ci: membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance		page 15	
11	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR			
11.1	<u>Informations financières historiques</u>			
11.1.1	informations financières historiques pour les deux derniers exercices (au moins 24 mois), ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité, et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	pages 7 à 158 (états financiers annuels consolidés) pages 168 à 210 (états financiers		pages 9 à 223 (états financiers annuels consolidés) pages 233 à 277 (états financiers

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2019	Rapport d'Activité 2020	Rapport Financier 2020
		annuels de la section générale)		annuels de la section générale)
11.1.3	<p>Normes comptables</p> <p>Les informations financières doivent être établies conformément aux <i>International Financial Reporting Standards</i> (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union conformément au Règlement (CE) no 1606/2002.</p>	pages 22 à 24 (états financiers annuels consolidés)		pages 30 à 55 (états financiers annuels consolidés)
11.1.4	<p>Lorsqu'elles sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières auditées doivent inclure au minimum :</p> <p>(a) le bilan;</p> <p>(b) le compte de résultat;</p> <p>(c) les méthodes comptables et les notes explicatives (annexe).</p>	<p>page 170 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>page 172 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>pages 173 à 210 (états financiers annuels de la section générale)</p>		<p>page 235 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>page 237 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>pages 238 à 273 (états financiers annuels de la section générale)</p>
11.1.6	<p>Date des informations financières</p> <p>La date du bilan du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été auditées ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.</p>	31 décembre 2019		31 décembre 2020

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2019	Rapport d'Activité 2020	Rapport Financier 2020
11.2	<p><u>Audit des informations financières historiques</u></p> <p>Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2006/43/CE et au règlement (UE) no 537/2014. Lorsque la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) no 537/2014 ne s'appliquent pas, les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente. Autrement, les informations suivantes doivent être incluses dans le document d'enregistrement:</p> <p>a) une déclaration bien visible indiquant les normes d'audit appliquées;</p> <p>b) une explication de tout écart significatif par rapport aux normes internationales d'audit.</p>	<p>pages 159 à 163 (états financiers annuels consolidés)</p> <p>pages 211 à 214 (états financiers annuels de la section générale)</p>		<p>pages 216 à 223 (états financiers annuels consolidés)</p> <p>pages 274 à 277 (états financiers annuels de la section générale)</p>
11.2.1a	<p>Lorsque les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou lorsqu'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, la raison doit en être donnée, et ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites.</p>	NA		NA
11.4	<p><u>Changement significative de la situation financière de l'émetteur</u></p>			
11.4.1	<p>tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu</p>	page 11		page 20

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2019	Rapport d'Activité 2020	Rapport Financier 2020
	depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels changements.			

“

DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

La section « DESCRIPTION DE L'EMETTEUR » apparaissant en page 63 du Prospectus de Base est modifiée par l'insertion du paragraphe ci-dessous :

“Des informations relatives à la Commission de surveillance et au Comité de direction du groupe de l'Emetteur (notamment les noms et fonctions de leurs membres au sein de l'Emetteur ainsi que les principales activités que ces membres exercent en dehors de l'Emetteur) sont détaillées sur <https://www.caissedesdepots.fr/modele-unique/gouvernance>.”

RESPONSIBILITE DU SUPPLEMENT

Personne qui assume la responsabilité du présent Supplément au Prospectus de Base

Au nom de l'Emetteur

J'atteste que les informations contenues dans le présent Supplément sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 9 juillet 2021

Caisse des dépôts et consignations

56, rue de Lille
75007 Paris
France

Représenté par : Virginie Chapron-du Jeu
Directrice des finances du Groupe Caisse des Dépôts



Ce Supplément a été approuvé par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129. L'AMF approuve ce Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Supplément sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'Emetteur et sur la qualité des titres faisant l'objet du Supplément. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation quant à l'opportunité d'investir dans les titres financiers concernés.

Le Supplément a été approuvé le 9 juillet 2021 et porte le numéro d'approbation suivant: 21-306.

THIS DOCUMENT IS A FREE NON BINDING TRANSLATION, FOR INFORMATION PURPOSES ONLY, OF THE FRENCH LANGUAGE SUPPLEMENT DATED 9 JULY 2021 WHICH RECEIVED THE APPROVAL NUMBER 21-306 FROM THE *AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS* ON 9 JULY 2021 (THE "SUPPLEMENT"). ONLY THE SUPPLEMENT WAS GRANTED AN APPROVAL NUMBER BY THE *AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS*. IN THE EVENT OF ANY AMBIGUITY OR CONFLICT BETWEEN CORRESPONDING STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THE SUPPLEMENT AND THIS DOCUMENT, THE RELEVANT STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THE SUPPLEMENT SHALL PREVAIL. FOR THE AVOIDANCE OF DOUBT, REFERENCES IN THIS DOCUMENT TO THE "SUPPLEMENT" ARE TO THE "SUPPLEMENT" AND DO NOT INCLUDE ITS ENGLISH TRANSLATION.

SUPPLEMENT DATED 9 JULY 2021 TO THE BASE PROSPECTUS DATED 6 MAY 2021



CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

(an *établissement spécial* in France)

€1,500,000,000

Titres Négociables à Moyen Terme Admission Programme

This supplement (the "**Supplement**") which has obtained the approval number 21-306 on 9 July 2021 from the *Autorité des marchés financiers* (the "**AMF**") is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 6 May 2021 which was granted the approval number 21-140 on 6 May 2021 by the AMF (the "**Base Prospectus**") prepared by Caisse des dépôts et consignations ("**Caisse des Dépôts**" or the "**Issuer**") with respect to its €1,500,000,000 *Titres Négociables à Moyen Terme Admission Programme* (the "**Programme**").

Application has been made for approval of this Supplement to the AMF as competent authority under the Regulation (EU) 2017/1129, as amended (the "**Prospectus Regulation**"). This Supplement has been prepared for the purpose of Article 23 of the Prospectus Regulation. The Base Prospectus (which includes, for the avoidance of doubt, this Supplement) constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of the Prospectus Regulation.

Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

This Supplement modifies and completes the Base Prospectus.

Copies of this Supplement, together with the documents incorporated by reference herein, can be obtained free of charge from the principal office of the Issuer and will be available on the Issuer's website (www.caissedesdepots.fr) and on the AMF's website (www.amf-france.org).

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material omission or inaccuracy relating to information included in the Base Prospectus which may affect the assessment of the Notes issued under the Programme since the publication of the Base Prospectus.

To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in or incorporated by reference in the Base Prospectus, the statements in (a) above will prevail.

This Supplement has been prepared in order to incorporate by reference the 2020 Business Review (as defined below). The sections entitled “documents incorporated by reference” and “Description of the Issuer” of the Base Prospectus have been updated accordingly.

Table of Contents

DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE	4
DESCRIPTION OF THE ISSUER	9
RESPONSIBILITY FOR THE SUPPLEMENT	10

DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE

The section “DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE” appearing on pages 25 to 29 of the Base Prospectus is amended accordingly as follows :

- Paragraph (b) on page 25 of the Base Prospectus shall be deleted and replaced by the following new paragraph:

“(b) the sections referred to in the table below "Cross reference list relating to information incorporated by reference" which are extracted from the 2020 *Rapport d'activité et de développement durable* of the Issuer (in the French language) filed with the AMF (the "**2020 Business Review**") (https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-06/0629_2103251_CDC_RADD_2020_210x280_FR_SR_Prol2.pdf):”

The cross-reference table relating to information incorporated by reference on pages 25 to 29 of the Base Prospectus shall be deleted in its entirety and replaced by the following table.

“

	Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended	2019 Financial Report	2020 Business Review	2020 Financial Report
4	INFORMATION ABOUT THE ISSUER			
4.1	<u>History and development of the Issuer:</u>			
4.1.4	the domicile and legal form of the issuer, the legislation under which the issuer operates, its country of incorporation, the address telephone number of its registered office (or principal place of business if different from its registered office) and website of the issuer, if any, with a disclaimer that the information on the website does not form part of the prospectus unless that information is incorporated by reference into the prospectus.	pages 3 and 253		Pages 4 and 316
4.1.5	any recent events particular to the issuer and which are to a material extent relevant to an evaluation of the issuer's solvency.	pages 173 and 174 (audited annual financial statements of the central sector)		pages 12 to 20 (audited consolidated financial statements) pages 238 to 240 (audited annual financial

	Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended	2019 Financial Report	2020 Business Review	2020 Financial Report
				statements of the central sector)
5	BUSINESS OVERVIEW			
5.1.	<u>Principal activities:</u>			
5.1.1	A brief description of the issuer's principal activities stating the main categories of products sold and/or services performed;	pages 3 to 5	pages 10 to 14 and 16 to 24	pages 4 to 5
6	ORGANISATIONAL STRUCTURE			
6.1	If the issuer is part of a group, a brief description of the group and the issuer's position within the group. This may be in the form of, or accompanied by, a diagram of the organisational structure if this helps to clarify the structure.	page 3	pages 10 and 11	pages 4 to 5
9	ADMINISTRATIVE, MANAGEMENT, AND SUPERVISORY BODIES			
9.1	Names, business addresses and functions within the issuer of the following persons, and an indication of the principal activities performed by them outside of that issuer where these are significant with respect to that issuer: (a) members of the administrative, management or supervisory bodies;		page 15	
11	FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION AND PROFITS AND LOSSES			
11.1	<u>Historical Financial Information</u>			
11.1.1	Historical financial information covering the latest two financial years (at least 24 months) or such shorter	pages 7 to 158 (audited consolidated		pages 9 to 223 (audited consolidated

	Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended	2019 Financial Report	2020 Business Review	2020 Financial Report
	period as the issuer has been in operation and the audit report in respect of each year.	financial statements)		financial statements)
11.1.3	Accounting standards The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002.	pages 168 to 210 (audited annual financial statements of the central sector)		pages 233 to 277 (audited annual financial statements of the central sector)
11.1.4	Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information must include at least the following: (a) the balance sheet; (b) the income statement; (c) the accounting policies and explanatory notes.	pages 22 to 24 (audited consolidated financial statements)		pages 30 to 55 (audited consolidated financial statements)
		page 170 (audited annual financial statements of the central sector)		page 235 (audited annual financial statements of the central sector)
		pages 172 (audited annual financial statements of the central sector)		pages 237 (audited annual financial statements of the central sector)
		pages 173 to 210 (audited annual financial statements of the central sector)		pages 238 to 273 (audited annual financial statements of

	Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended	2019 Financial Report	2020 Business Review	2020 Financial Report
				the central sector)
11.1.6	<p>Age of financial information</p> <p>The balance sheet date of the last year of audited financial information may not be older than 18 months from the date of the registration document.</p>	31 December 2019		31 December 2020
11.2	<p><u>Auditing of historical financial statements</u></p>			
11.2.1	<p>The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014.</p> <p>Where Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply, the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard. Otherwise, the following information must be included in the registration document:</p> <p>(a) a prominent statement disclosing which auditing standards have been applied;</p> <p>(b) an explanation of any significant departures from International Standards on Auditing.</p>	<p>pages 159 to 163 (audited consolidated financial statements)</p> <p>pages 211 to 214 (audited annual financial statements of the central sector)</p>		<p>pages 216 to 223 (audited consolidated financial statements)</p> <p>pages 274 to 277 (audited annual financial statements of the central sector)</p>
11.2.1 a	<p>Where audit reports on the historical financial information have been refused by the statutory auditors or where they contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, the reason must be given, and such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full</p>	NA		NA

	Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended	2019 Financial Report	2020 Business Review	2020 Financial Report
11.4	<u>Significant change in the issuer's financial position</u>			
11.4.1	A description of any significant change in the financial position of the group which has occurred since the end of the last financial period for which either audited financial information or interim financial information have been published, or provide an appropriate negative statement.	page 11		page 20

”

DESCRIPTION OF THE ISSUER

The section “DESCRIPTION OF THE ISSUER” on page 63 of the Base Prospectus is amended with the insertion of the following paragraph:

“Information in relation to the *Commission de surveillance* of the Issuer as well as its *Comité de direction du groupe* (such as names of the members, functions within the Issuer and an indication of the principal activities performed by them outside of the Issuer) is detailed at <https://www.caissedesdepots.fr/modele-unique/gouvernance>.”

RESPONSIBILITY FOR THE SUPPLEMENT

Individual assuming responsibility for the Supplement to the Base Prospectus

In the name of the Issuer

To the best knowledge of the Issuer, the information contained in this Supplement is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

Caisse des dépôts et consignations

56, rue de Lille
75007 Paris
France

Represented by Virginie Chapron-du Jeu
Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts

Executed in Paris on 9 July 2021



Autorité des marchés financiers

This Supplement has been approved by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129. The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer and on the quality of the Notes described in this Base Prospectus. Investors should make their own assessment of the opportunity to invest in such Notes.

This Supplement has been approved on 9 July 2021 and the approval number applicable to this Supplement is n°21-306.